



HAL
open science

Les industriels et l'aménagement du territoire, le cas de la microélectronique provençale

Sylvie Daviet

► **To cite this version:**

Sylvie Daviet. Les industriels et l'aménagement du territoire, le cas de la microélectronique provençale. La politique d'aménagement du territoire en France: racines, logiques et résultats, pp.223-234, 2002. hal-03171198

HAL Id: hal-03171198

<https://hal.science/hal-03171198>

Submitted on 16 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque
« La politique d'aménagement du territoire en France :
racines, logiques et résultats »,
Besançon les 4, 5, et 6 octobre 2000

Sylvie DAVIET
Maître de conférences à l'Université de Provence

*Les industriels et l'aménagement du territoire
le cas de la microélectronique provençale*

in

« La politique d'aménagement du territoire en France :
racines, logiques et résultats »
sous la direction de Patrice CARO, Olivier DARD et Jean-Claude DAUMAS
Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2002
pp 223-234

Introduction

Cette communication, qui s'inscrit dans un colloque sur l'aménagement du territoire, a pour objectif de s'interroger sur le rôle des industriels dans la construction du territoire. L'aménagement du territoire correspond à la volonté de répartir équitablement les hommes et les activités sur le territoire national ou régional. Cette action se justifie par la nécessité de corriger les inégalités territoriales et les tendances spontanées à l'hyper-concentration ou au contraire au déclin d'activités, générateur de crise sociale et démographique. Dans le cas du déclin ou d'une carence d'activité, le concept d'aménagement du territoire est profondément associé au concept de développement qui fait appel à des forces exogènes et/ou endogènes pour dynamiser le territoire.

Dans la dialectique qui s'instaure entre aménagement du territoire et concurrence des territoires, c'est en vérité un ensemble d'acteurs publics et privés qui agissent sur le territoire. L'évolution observée en Provence, comme dans d'autres régions, des politiques d'attractivité vers des politiques d'ancrage territorial mérite débat. L'ancrage ne peut être interprété seulement comme le résultat de politiques publiques voulant conserver le bénéfice d'investissements face à la mobilité des capitaux, il peut aussi correspondre à la volonté des industriels de bénéficier d'économies externes nécessaires à leur croissance. Cette communication s'attachera par conséquent à mettre en évidence le rôle différencié des acteurs, et à identifier les périodes où ils jouent un rôle moteur, en s'appuyant sur le cas de la microélectronique provençale.

En 1979, Eurotechnique est le premier fabricant de semiconducteurs à s'implanter à Rousset-sur-Arc, une commune rurale non loin du bassin minier de Gardanne. Vingt et un ans plus tard, le département des Bouches-du-Rhône compte 7000 emplois dans la filière. Le développement de ce nouveau secteur s'est déroulé en trois temps¹:

*dans la phase fondatrice (1977-1987), l'impulsion majeure a été donnée par la politique industrielle de l'Etat qui, dans le cadre du plan « composants », entendait combler le retard de la France dans un secteur considéré comme stratégique.

*Au cours de la phase d'élargissement (1987-1997), le rôle de l'Etat semble relativement s'affaiblir par rapport à la montée en puissance de l'Union Européenne et des acteurs locaux. La microélectronique se développe sur divers périmètres aidés du fait de la reconversion du bassin minier de Gardanne et des chantiers navals de La Ciotat.

*Dans la nouvelle phase de croissance et de consolidation engagée depuis 1997, au-delà du soutien toujours actif des acteurs publics, l'impulsion majeure est donnée par les industriels eux-mêmes qui, confrontés à la puissance irrégulière mais forte du secteur, dans le contexte d'émergence de la nouvelle économie, sont amenés à organiser de nouvelles synergies, créer de nouvelles structures et construire le territoire en fonction de leurs nouveaux besoins.

Ce sont ces trois phases que nous analyserons afin d'éclairer l'affirmation progressive du rôle des industriels. Par ailleurs, l'espace et le secteur dans lequel cette dynamique se déploie ne sont pas indifférents. C'est pourquoi, nous nous attacherons constamment à associer à cette chronologie les différentes échelles de fonctionnement du territoire ainsi que les enjeux sectoriels de cette activité.

I L'impulsion de l'Etat et la phase fondatrice d'Eurotechnique-Thomson (1977-1987)

Cette première période appartient encore à la grande phase des politiques industrielles étatiques et s'inscrit déjà dans la fracture économique des années 1970 qui conduit aux politiques de reconversion. Ses limites chronologiques sont délicates à fixer, nous nous référons ici au « plan composants » de 1977 qui, sous la présidence de V. Giscard d'Estaing, est à l'origine d'Eurotechnique, mais ce plan n'est pas le premier, il fait suite à de nombreux autres plans établis depuis la période Gaulliste. Les nationalisations de 1981 renforcent momentanément le poids de l'Etat avant le tournant de 1984 qui précède de peu les privatisations de 1986-88 et le retour en force d'une économie libérale généralisée tant à l'échelle européenne que mondiale. C'est ainsi que l'Etat continuera de jouer un rôle directeur dans le destin de l'entreprise motrice Eurotechnique-Thomson jusqu'à la fusion de Thomson-Semiconducteurs avec l'italien SGS Microelectronica en 1987.

¹ L'étude de JB. Zimmermann présente une autre chronologie mais elle s'inscrit dans une autre problématique. JB. Zimmermann (1998), « *L'émergence d'un tissu micro-électronique dans les Bouches-du-Rhône* », GREQAM, 158p.

1) Le plan composants

Le troisième « plan composants » vise à positionner l'industrie française dans le domaine des semiconducteurs pour des raisons essentiellement stratégiques. Ce plan conduit des industriels français à s'associer à des partenaires américains par le biais de *joint-ventures*. C'est ainsi qu'Eurotechnique naît comme filiale du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (51%) et du californien National-Semiconductor (49%) qui recherchait alors une implantation en Europe. Les deux autres piliers du plan composants sont représentés par le binôme Matra-Harris à Nantes et Efcis-Motorola à Grenoble. L'orientation majeure est bien une orientation de politique industrielle qui s'établit au plan national et ne met pas en œuvre de concertation avec les acteurs locaux, qu'il s'agisse des collectivités territoriales ou des représentants du potentiel scientifique et technique local. Aucune liaison n'est recherchée, en Provence, avec le Centre d'Etude Nucléaire de Cadarache alors qu'à Grenoble, Efcis est à l'origine constitué par un capital issu à 100% du CEA². On peut déceler dans cette genèse les prémices d'un déficit récurrent dans la relation industrie-formation-recherche, véritable stigmate d'un dysfonctionnement du territoire. Pourtant, on peut dire après coup que la création d'Eurotechnique est un élément fondateur qui marque le renouveau économique de l'Aire Métropolitaine Marseillaise³ bien qu'à l'origine on n'ait pas recherché ni imaginé, comme dans le cas de Fos, des effets d'entraînement sur le territoire.

2) Le choix de localisation et le contexte régional

Le choix de la localisation appartient à l'industriel. Il s'intègre pleinement dans la nouvelle géographie du semiconducteur et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, et prend en considération les aides dispensées par l'Etat. Cette nouvelle géographie industrielle de la France -qualifiée de « France inverse »⁴- représentée notamment par les villes de Nice, Montpellier, Toulouse, Nantes, Rennes... définit un arc Sud et Ouest presque parfaitement symétrique de l'arc Nord-Est de la première industrialisation. Elle ne relève pas seulement d'atouts climatiques. Le nouveau système productif peut s'y organiser plus librement que dans les vieilles régions de tradition ouvrière et s'appuyer sur des métropoles régionales en pleine croissance qui disposent d'équipements, de bons réseaux de communication, et de « germes technologiques »⁵. La région marseillaise offre alors la double particularité d'appartenir à ce « nouveau sud » et d'être une terre de tradition industrielle qui, sous le coup de multiples restructurations, va bénéficier des nombreuses procédures liées aux politiques de conversion.

La localisation d'Eurotechnique à Rousset, au pied de la Sainte-Victoire, répond à des considérations techniques (eau⁶, espace) et s'inscrit dans l'environnement attractif du pays d'Aix sur une zone créée par les Houillères de Gardanne en 1961. Cette zone, à

² Thomson entre dans le capital d'Efcis à partir de 1976 et augmente par la suite ses prises de participation.

³ Élément qui pourrait s'ajouter aux 5 événements fondateurs évoqués par B. Morel pour définir la politique « colberto-gaulliste » des années 1960 sur la région marseillaise. Bernard MOREL, « Marseille naissance d'une métropole », L'Harmattan, 1999, 221 pages.

⁴ UHRICH R. (1987) : *La France inverse, les régions en mutation*, Paris, Economica.

⁵ Morel, idem.

⁶ Rousset se situe dans la vallée de l'Arc, drainée par la rivière du même nom et irriguée par le canal de Provence.

l'écart du bassin minier proprement dit, a rapidement eu pour vocation d'accueillir de nouvelles implantations dans une perspective de diversification ; elle bénéficiera à partir de 1985 du Fonds d'Industrialisation du Bassin Minier et de la Prime d'Aménagement du Territoire, puis à partir de 1994 de l'éligibilité à l'*objectif 2*. Mais en 1978, le contexte est celui du fonds spécial d'adaptation industrielle créé dans le cadre des aides aux régions frappées par la crise des industries sidérurgiques et navales ; la création d'Eurotechnique s'avère l'opération la plus importante associée à ce fond.

3) L'évolution locale de l'industrie sur la période

- Eurotechnique et le développement exogène

De 1979 à 1983, la création et le lancement d'Eurotechnique se fond sur la base d'un processus totalement exogène. L'équipe managériale est constituée d'ingénieurs français ayant commencé leur carrière aux Etats-Unis, c'est en particulier le cas du PDG, Jean-Luc Grand-Clément passé par Motorola-Phoenix puis Motorola-Toulouse. L'usine est construite sur le modèle de l'unité américaine de NSC où le personnel va se former, la technologie et les équipements viennent des Etats-Unis. Le transfert de technologie est le fondement de cette réalisation, mais la situation de dépendance n'est qu'une phase transitoire d'apprentissage devant conduire à l'autonomie du site européen. En 1981, l'effectif est de 383 personnes dont 87 ingénieurs, 122 techniciens et 174 opérateurs. La même année, le plan composants est complété par un « Plan d'Action Filière Electronique » qui conduit à la création, sur la zone de Rousset, de Nanomask, une entreprise spécialisée dans la production de masques pour la fabrication de circuits intégrés. Le projet s'appuie sur une équipe d'ingénieurs venus du CNET (Centre National d'Etude des Télécommunications) et de Texas-Instruments.

En 1982, dans la période des nationalisations du premier septennat Mitterrand, Saint-Gobain se retire de l'électronique, seuls Matra (associé à Harris) et Thomson (associé à Motorola) restent les piliers du plan composants. C'est alors à Thomson que les pouvoirs publics décident de confier la reprise d'Eurotechnique. Le nouveau directeur du site est issu de l'équipe fondatrice d'Eurotechnique et, comme son prédécesseur, imprégné de culture américaine après des années passées dans les laboratoires Bell et la direction de Texas-Instruments France. La production se développe dans le cadre d'un nouveau plan composants et l'effectif est porté à 674 salariés en 1984. Mais en 1985, alors que le site vient de passer à la technologie 5 pouces, le marché mondial s'effondre et Thomson-Semiconducteurs cumule un milliard de pertes pour deux milliards de chiffre d'affaires, avec une subvention publique de 500 à 600 millions de francs⁷.

- Thomson et l'essaimage : les débuts d'un processus endogène

Entre 1984 et 1988 une vague d'essaimage et de nouvelles implantations entraîne la diffusion de nouvelles entreprises dans le voisinage immédiat de l'usine. Le processus d'essaimage (*spin off*) concerne deux types d'entreprises : d'une part des PME comme Microplolish en 1985 (recyclage des plaquettes de silicium), Testinnovation la même

⁷ Zimmermann, p 12.

année (machines spécifiques de marquage et de test) et IBS en 1987 (implantation ionique), d'autre part des entreprises qui deviendront plus importantes comme ES2 en 1985 (créneau des circuits intégrés spécifiques) et Gemplus en 1988 (carte à puce). On assiste par ailleurs au développement d'entreprises locales qui se spécialisent et entrent dans la sphère de la filière comme sous-traitant ou équipementier, tel est le cas de Sapi Equipement (équipements de distribution de gaz et produits chimiques), ONET (nettoyage des salles blanches), et Cybernetix (automatismes et robotique). Ce même phénomène, étudié à Catane, a été qualifié de *spin in*⁸.

Au sein des nouvelles entreprises, deux profils d'ingénieurs se dessinent, ceux qui sont passés par Motorola ou Texas-Instruments et ceux qui sortent des filières régionales de formation. L'esprit de communauté qui lie l'ensemble des ingénieurs paraît déterminant dans la sociologie de ce milieu professionnel⁹. Mais la culture managériale des cadres ayant une expérience américaine favorise incontestablement l'internationalisation de la filière et son élargissement.

II L'élargissement de la filière, le contexte européen et la mobilisation des acteurs locaux (1987-97)

La phase d'élargissement est en effet dominée par trois éléments : l'internationalisation de la filière, la crise et les menaces qui pèsent sur le secteur du semiconducteur, enfin la mobilisation des acteurs locaux. Au cours de cette période, marquée en arrière plan, par la signature de l'Acte Unique (1986) et le Traité de Maastricht (1992), l'entrée en scène de l'Europe joue dans deux sens : d'une part, les entreprises et le territoire régional s'inscrivent dans une nouvelle échelle, celle de l'ouverture des frontières avec pour corollaire une concurrence accrue des entreprises et des territoires. D'autre part, la réforme (1988) et l'augmentation des fonds structurels, qui s'élèvent progressivement au tiers du budget communautaire, deviennent les outils d'une politique régionale venant soutenir les régions en retard de développement et en reconversion, à travers la mise en œuvre de différents zonages. L'effacement relatif du cadre national fait alors place à une articulation plus forte entre dynamique locale et logique globale. L'Etat accompagne l'internationalisation et les investissements mais ne joue plus un rôle directeur, la territorialisation qui s'amorce appartient aux acteurs locaux publics et industriels.

1) Internationalisation et élargissement de la filière

Incontestablement, le nouveau cadre européen agit comme un puissant facteur d'internationalisation en orientant la stratégie des entreprises ; le destin du site de Rousset, tout en ayant sa propre dynamique, ne peut être compris indépendamment de l'évolution des firmes dont il dépend. En 1987, la fusion du français Thomson-Semiconducteurs et de l'italien SGS-Microelectronica relève directement de cette

⁸ SCHILLACI C.E. coordinatrice della ricerca, (2000), *Microelectronica & imprenditorialità, il contributo della ST Microelectronics allo sviluppo dell'imprenditorialità locale*, Sintesi dei risultati della ricerca, Catania, 16p.

⁹ J.Garnier (1991), *Haute technologie en pays d'Aix*, LEST, CNRS, Aix-en-Provence, 127p.

nouvelle donne européenne¹⁰. Compte tenu de l'appartenance des deux *champions nationaux* au secteur public, la décision est prise au plus haut niveau des états-majors politiques. Pasquale Pistorio, ancien PDG de SGS et administrateur délégué du nouveau groupe précise les raisons stratégiques de l'accord dans diverses déclarations¹¹ : « aucune société industrielle avancée ne peut exister sans l'accès contrôlé à une industrie électronique avancée, laquelle à son tour ne peut exister sans l'accès contrôlé à une industrie microélectronique avancée », d'où la volonté de constituer en Europe un pôle industriel qui rivalise avec les Etats-Unis et le Japon dans un secteur clé de l'économie mondiale qui entre progressivement dans sa phase de maturité. L'alliance franco-italienne est une condition nécessaire mais non suffisante pour relever le défi. Le nouveau groupe ne pourra se contenter d'avoir une stratégie de niche mais devra au contraire développer un large portefeuille de produits en s'appuyant sur la coopération communautaire et ses programmes¹² pour partager les coûts de la recherche. Les résultats ne se font pas attendre, SGS-Thomson qui occupait le 13^e rang mondial en 1989, parvient à la 9^e place en 1998, en s'insérant, comme Philips et Siemens¹³, dans le peloton de tête des 10 premiers fabricants mondiaux de semi-conducteurs. L'Europe a rattrapé son retard.

Deux autres phénomènes viennent renforcer l'internationalisation de la filière au plan local : la reprise d'entreprises locales par des multinationales étrangères et l'arrivée de grands fournisseurs internationaux. Le phénomène de reprise est illustré par trois exemples : le rachat de Nanomask en 1989 par le groupe chimique américain Dupont qui développe un secteur électronique par le biais d'acquisitions, le rachat de Micropolish en 1991 par le groupe chimique britannique Laporte, enfin la reprise d'ES2 en 1995 par l'américain Atmel qui acquiert 73,5% de son capital et réalise sa première implantation en Europe. La venue d'Atmel est assortie de la construction d'une unité 8 pouces représentant 1,5 milliards de francs d'investissements et 500 emplois. Cet important projet est identifié par la DATAR et soutenu par les collectivités territoriales. L'arrivée de fournisseurs de dimension mondiale est, de son côté, illustrée par l'implantation d'Air Liquide en 1988 et d'Applied Materials, un fournisseur d'équipements pour la fabrication et le test, en 1996. Ce contexte d'internationalisation témoigne de l'influence des forces du marché et de la dynamique sectorielle sur le territoire, la puissance publique n'est plus en mesure d'y exercer un rôle proprement directeur, mais plutôt d'accompagner, réguler ou maximiser l'impact des entreprises sur le territoire.

L'élargissement de la filière à l'aval, en direction du segment carte à puce, émane quant à lui d'une dynamique endogène où l'initiative industrielle est l'élément déterminant. Gemplus est créé en 1988 par une équipe d'ingénieurs issus de Thomson-Rousset mais ayant à leur actif une carrière internationale¹⁴. Ses premiers clients sont France Telecom pour la carte téléphonique et les banques françaises pour la carte de paiement. Mais Gemplus se développe rapidement à l'international sur

¹⁰ Daviet S. (2000), *Emergence et structuration d'une multinationale européenne du semi-conducteur, le cas de ST Microelectronics*, les Annales de géographie, n°612, pp 132-151.

¹¹ Extraits du journal interne du groupe : « I primi due anni di classe uno », febbraio 1987, febbraio 1989. Deux articles sont particulièrement intéressants à cet égard : « SGS-Thomson è una speranza per tutta l'industria europea », décembre 1987, et « L'Europea a un crocevia », décembre 1988.

¹² Au cours de cette période ce sont les programmes ESPRIT et JESSI qui jouent un rôle déterminant

¹³ Dans le même temps, Philips passe de la 10^e à la 8^e place et Siemens de la 16^e à la 10^e place.

¹⁴ Daviet S. (2000), *Marc Lassus et les fondateurs de Gemplus des pionniers de la carte à puce*, colloque « Création et créateurs d'entreprises », Paris, 18-19-20 avril, ADHE, pp 496-516.

d'autres produits comme les cartes pour télévisions à péage, les cartes de santé ou les cartes sans contact.... La *start-up* provençale devient en 10 ans un groupe de 4000 salariés dont 2000 en France, essentiellement dans le département des Bouches-du-Rhône où se trouvent les principaux centres de R&D.

En s'implantant sur les zones de Gemenos (1989) et La Ciotat (1991) aidées du fait de la fermeture des chantiers navals, Gemplus se démarque du pôle des « fondeurs »¹⁵ concentré sur Rousset et participe à l'extension géographique de la filière au sein de l'Aire Métropolitaine Marseillaise. Cette extension est également favorisée par la capacité de Gemplus à générer un nouveau tissu de PME comme Topcard (systèmes de paiement), Inside Technologies (circuits spécifiques), Stella (technologies sans contact), et à attirer de nouveaux fournisseurs et sous-traitants notamment dans le secteur de la plasturgie (Plastiques de France). Enfin, le segment carte à puce bénéficie d'un rythme de croissance plus régulier alors que les fondeurs sont fréquemment menacés par les crises cycliques qui affectent à l'amont le segment du silicium.

2) Crises et mobilisation des acteurs locaux

Le secteur du semiconducteur a connu une croissance moyenne de 15% par an au cours des 35 dernières années. Mais cette croissance n'est pas régulière, elle est affectée par des cycles définissant des phases ascendantes et descendantes très marquées. Au cours de la période 1987-1997, deux crises ont mis en difficulté les sites régionaux. La première survient à la fin des années 1980 alors qu'à Rousset le site de SGS-Thomson est en cours de réorganisation du fait de la fusion. Les menaces ne s'éteignent qu'avec la reprise spectaculaire du secteur qui conduit à de nouveaux investissements en 1993 pour la conversion de l'unité à la technologie 6 pouces. Elles soulignent en tous cas la fragilité d'un site compétent en *manufacturing* mais dépourvu de recherche. ES2, qui connaît des difficultés spécifiques, est également touché ; la recherche d'un nouveau partenaire conduit à sa reprise par Atmel qui engage en 1995 la fabrication d'une unité 8 pouces. La seconde crise intervient en 1997-98 ; elle vient freiner le démarrage de la nouvelle unité 8 pouces décidée par SGS-Thomson et représentant un investissement de 4 milliards de francs.

La mobilisation des acteurs locaux face aux enjeux de cette activité et aux difficultés qui la menacent ne s'est faite que progressivement compte tenu d'un ensemble de circonstances générales et locales. Au plan général, les compétences des régions en matière d'aménagement du territoire n'entrent en application qu'à partir de 1985 et l'ensemble des collectivités territoriales ne s'organisent que graduellement pour mettre en œuvre leurs nouvelles prérogatives. Au plan local, divers dysfonctionnements apparaissent tenant à la faiblesse du dialogue entre industriels et politiques, à un défaut d'identité industrielle et plus généralement au manque de cohésion du milieu local. Plusieurs éléments attestent de cette situation. En 1987, la Route des Hautes Technologies, qui comporte à ses débuts une dimension spatiale¹⁶, associe des industriels à sa réflexion, mais se construit géographiquement et

¹⁵ Terme professionnel qualifiant les producteurs de semiconducteurs.

¹⁶ Daviet S. (1999), *microélectronique en Provence une redéfinition de l'industrie par le territoire*, Méditerranée, n°3, pp 33-40.

organisationnellement sans intégrer le pôle de Rousset. Ce n'est qu'en 1993 que la Région initie une politique de filière et la formation d'un club de décideurs. La structure de développement du département, créée tardivement en 1990 en association avec la CCI, éclate pendant plusieurs années en deux entités rivales avant de refusionner en 1998. Le tissu universitaire local est formé de trois universités concurrentes, avec pour corollaire un émiettement de l'offre de formation et de recherche. Cette toile de fond ne facilite pas la formation de liens entre industrie et territoire. On doit souligner cependant, au sein des universités, la création de nouvelles filières de formation en relation avec l'industrie du semiconducteur¹⁷.

Au delà des acteurs locaux proprement dits, l'ensemble des politiques publiques, étroitement intégrées dans le cadre des contrats de plan Etat-Région et des programmes européens, s'est orienté dans un premier temps vers des politiques d'attractivité et d'aide à l'investissement. Les bassins de Gardanne et de La Ciotat-Gemenos font au début l'objet de procédures nationales : FIBM dès 1985 à Gardanne et zone franche à La Ciotat et Gemenos en 1986. Au cours de la première programmation des fonds structurels (1989-1993) seul le pourtour de l'Etang de Berre est retenu au titre de *l'objectif 2*, il faut attendre la seconde programmation (1994-1999) pour créer des périmètres *objectif 2* dans divers quartiers de Marseille et les zones affectées par la fermeture des chantiers navals ou le déclin minier. Incontestablement les aides massives liées à ces zonages ont joué leur rôle ; à l'issue de la première phase (1994-97), l'essentiel de la mesure *Investissement des entreprises* était capté par les fondeurs du site de Rousset.

Toutefois dès 1990-92, les menaces de fermeture étaient l'occasion d'une prise de conscience de l'importance de ce secteur et alertaient les acteurs locaux sur la fragilité de son tissu. Cette prise de conscience débouche sur la création en 1993 du CREMSI (Centre Régional d'Etude de la Microélectronique et du Silicium). L'initiative en revient à Jean-Paul Hoffmann alors directeur du développement économique de la commune de Rousset, et elle est essentiellement portée par les pouvoirs publics locaux (communes, Conseil Général et Régional). Le CREMSI vise à établir des liens entre les industriels et le potentiel scientifique local. On lui reproche dans un premier temps de développer des projets profitants surtout aux grands donneurs d'ordre, mais un rééquilibrage s'effectue par la suite au profit des PME. La création du CREMSI apparaît comme l'initiative la plus intéressante de la période en tant qu'élément d'ancrage territorial, mais son impact reste limité en raison de la faiblesse de ses moyens, de la faiblesse des fonctions de R&D chez les fondeurs locaux et du lent apprentissage que nécessite la collaboration entre scientifiques et industriels. Il faudra attendre la fin des années 1990 pour voir émerger de nouvelles initiatives et de nouvelles structures.

III Croissance, consolidation de la filière et rôle des industriels (1997-2000)

1) Le poids du contexte global : aléas et retour de la croissance dans un secteur leader

¹⁷ Daviet S (2000), « les écoles d'ingénieurs dans le nouveau paysage industriel provençal », *Rives Nord Méditerranéennes*, n°4, pp 67-81.

Après les soubresauts de la crise asiatique qui freine la reprise prévue en 1998, le marché mondial du semiconducteur connaît en 1999 une croissance de 20% et entre de nouveau dans un cycle ascendant¹⁸. Le redémarrage de l'activité est en particulier tiré par le boom de la téléphonie mobile. Plus généralement, le secteur des télécommunications, qui représente près du quart du marché mondial, est le segment qui connaît la plus forte croissance ; les nouvelles technologies de l'information et de la communication apparaissent comme le secteur emblématique de la nouvelle économie et les journaux spécialisés de la profession évoquent la pénurie de puces.

Dans les Bouches-du-Rhône, les deux principaux donneurs d'ordre Atmel et SGS-Thomson, devenu ST en 1998, voient leurs nouvelles unités monter progressivement au plein de leur capacité et procéder à des recrutements massifs. Ils totalisent le quart de la production française de *wafers*¹⁹ et devraient, selon les prévisions actuelles, atteindre le tiers en 2002. Au début de l'année 2000, ST (2000 emplois) et Atmel (850 emplois) génèrent avec leurs sous-traitants, également en forte croissance²⁰, 4800 emplois autour du pôle de Rousset, tandis que Gemplus génère 2200 emplois autour du pôle de Gemenos-La Ciotat, soit un total de 7000 emplois pour l'ensemble de la filière. Cette croissance de la filière ne revêt pas seulement une dimension quantitative, elle s'accompagne d'une plus grande structuration de la profession et d'un renforcement des sites au sein des entreprises.

2) Structuration et ancrage de la filière

*renforcement des sites au sein des entreprises

Le site ST de Rousset, qui n'était au début des années 1990 qu'une unité de production, acquiert des fonctions centrales en devenant en 1997 le siège de la direction *manufacturing* (*front-end* et *back-end*) et de l'université de l'entreprise appelée STU. La mise en place du STU²¹, directement rattaché à la fonction « stratégie » du groupe, s'accompagne, avec le soutien de la Région, de la construction de nouveaux locaux dans le site prestigieux de Château l'Arc, à proximité des unités de fabrication. Il accueille 4000 stagiaires par an ; un nouveau master y est monté en partenariat avec des écoles d'ingénieur de la région.

Par ailleurs, le site Atmel de Rousset n'est plus le seul site européen de l'entreprise, l'américain ayant repris d'autres unités comme celle de Thomson-Semiconducteurs spécifiques à Saint-Egrève, dans la banlieue de Grenoble, et celle de Matra-Harris à Nantes. Dans ce nouveau contexte, le site de Rousset occupe des fonctions centrales au sein de la direction Europe d'Atmel. Enfin, Gemplus a procédé à d'importants agrandissements à Gemenos et La Ciotat de même que de nombreuses entreprises de la filière.

*mise en réseau et organisation des industriels

¹⁸ Aux Etats-Unis, le secteur du semi-conducteur arrive en tête des secteurs industriels par l'importance de sa valeur ajoutée : 42 B\$ en 1996, source ST d'après le SIA report 1996.

¹⁹ Disques de silicium sur lesquels sont gravés les puces.

²⁰ A titre d'exemple, en l'espace d'un an, Applied Material est passé d'une vingtaine à une centaine de salariés.

²¹ Auparavant situé à Archamps, à proximité de Genève, le STU a été inauguré à Rousset en mai 1999.

Plus généralement, c'est l'ensemble de la profession qui s'organise en créant en 1997 d'une part, un syndicat de la microélectronique au sein d'UDIMETAL (le syndicat de la métallurgie), d'autre part une association de promotion de la microélectronique appelée PROMES²². PROMES a développé un site professionnel d'identification des compétences locales en microélectronique, organisé diverses manifestations et joue un grand rôle en matière de *lobbying* pour tous les besoins de la profession, notamment en matière de formation. Un des points sensibles dans cette grande période de recrutement étant le manque d'ingénieurs puisque le département fournit plus du quart de la production nationale de *wafers* mais seulement 1 à 2% des ingénieurs de la spécialité. La dynamique enclenchée par ces structures doit aboutir, dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2000-2006, à la création d'une école supérieure²³ en microélectronique reconnue par le Centre National de Formation en Microélectronique et à la fusion du CREMSI et de PROMES dans un CRITT régional dédié à la microélectronique. Alors que la microélectronique provençale a fonctionné jusqu'à présent sans relations particulières avec Sophia Antipolis, le projet de CRITT laisse entrevoir de nouvelles synergies à l'échelle régionale. Sophia Antipolis présente plusieurs atouts pour le secteur : la densité de *designers* la plus élevée d'Europe, la présence de plusieurs entreprises de la filière comme Philips, Siemens et Texas Instruments, et la localisation de l'ETSI (European Telecom Standard Institute), un organisme européen définissant les normes des mobiles. Le développement de synergies entre Sophia et la Provence donnerait à la microélectronique régionale une plus grande visibilité et une dimension européenne, lui permettant de s'affirmer parmi les grands pôles européens du semiconducteur comme la Silicon Glen écossaise, Munich ou Dresde. Mais à cette échelle régionale tout reste à construire.

3) Environnement territorial : premiers succès d'Euro-méditerranée et effervescence au niveau des NTIC

Enfin, les industriels ne semblent pas insensibles au redémarrage de l'économie marseillaise et au succès de l'opération Euroméditerranée qui a su capter des entreprises du secteur des télécommunications. Plus d'une vingtaine d'opérateurs sont venus s'installer à Marseille parmi lesquels France Telecom, MCI Worldcom (numéro deux mondial), Omnicom, First Telecom, ...etc..., au point que la capitale phocéenne est désormais présentée comme la plaque tournante des télécommunications en Europe du Sud. Il est bien évidemment trop tôt pour affirmer que des effets de proximité vont se développer entre l'amont et l'aval de la filière, mais la réflexion qui se développe au sein de PROMES sur les *clusters* et autres systèmes productifs locaux témoigne de l'intérêt et de l'attente des industriels. La médiatisation de la venue du Premier Ministre en mai 2000, annonçant conjointement la création d'une « grande école » de l'Internet sur le technopôle de Château-Gombert et d'une formation supérieure en microélectronique, participe de la volonté de faire apparaître l'Aire Métropolitaine Marseillaise comme une région phare en matière de Technologies de l'Information et de la Communication.

²² L'initiative en revient à un ancien collaborateur de Gemplus, Guy Guistini, passé aujourd'hui à Provence-Promotion, une agence de développement commune au Département et à la CCI.

²³ Le projet a été annoncé par le premier ministre lors de sa venue au printemps 2000. Il se présente comme une fédération associant l'ICF (U1), l'école supérieure de physique (U3) et l'ESIM (école consulaire).

Conclusion

Les observations faites à partir du cas de la microélectronique provençale montrent que la construction et l'aménagement du territoire ne relèvent pas des seuls acteurs publics. Les industriels y prennent part dès lors qu'ils s'organisent au sein d'une filière en développant une activité de *lobbying* et en exprimant les besoins d'une profession sur un territoire régional. Dans la phase de fondation, nous avons pu voir que la genèse de la filière était fortement encadrée par l'Etat et dépendait de transferts de technologies dans un contexte de retard technologique. Au cours de cette période, les industriels s'insèrent dans le territoire sans chercher à le modifier. Dans la phase d'élargissement, l'émergence de l'Europe stimule l'internationalisation de la filière et les progrès de l'industrie, tandis que les acteurs locaux prennent une plus grande part au développement de la filière. Des liens entre industrie et territoire commencent à se tisser. Dans la phase de consolidation, la globalisation et la croissance du secteur offrent un nouveau cadre à une mobilisation des industriels qui tendent à agir sur le territoire pour l'adapter à leurs nouveaux besoins.